

Aberdeen, malgré son dévouement personnel pour le roi des Français, écrivit à M. Guizot qu'il n'apercevait dans la conduite de l'Angleterre *aucun motif plausible* (1) au changement qui avait eu lieu. Le cabinet anglais parut dès-lors encourager ostensiblement les prétentions du comte de Montemolin qui, par l'abdication de don Carlos, son père (mai 1844), se regardait comme légitimement appelé à recueillir l'héritage de Ferdinand VII. Ce prince avait fui sur le sol hospitalier de la Grande-Bretagne la captivité où le retenait le gouvernement de Louis-Philippe. M. Bulwer, de son côté, ne cessa de combattre par ses intrigues les efforts du ministère français pour acquérir de l'influence sur les affaires de la Péninsule, et son action ne fut que trop secondée par les actes scandaleux de mésintelligence qui éclatèrent bientôt au sein du ménage royal. Cet état de choses subsista jusqu'au retour à Madrid (oct. 1847) du général Narvaez, ambassadeur près la cour de France, ministre entièrement dévoué à la politique de Louis-Philippe et de Marie-Christine. Ce général, aidé de la reine-mère, réussit à rapprocher les deux époux, et à conquérir dans le gouvernement de l'Etat un ascendant qu'il devait conserver même après la chute de Louis-Philippe. Enfin, lorsqu'eut lieu cette grande catastrophe, les inimitiés des deux gouvernements, graduellement envenimées par les déclamations de la presse, semblaient prêtes à se traduire en hostilités ouvertes. On se mesurait d'un regard menaçant, on se traitait avec aigreur sur tous les points du globe où l'on se rencontrait (2), et de vastes armements témoignaient combien était sérieuse et profonde, de l'un et de l'autre côté du détroit, l'irritation des esprits. Dans une lettre adressée à sir John Burgoyne, le duc de Wellington, ce premier protecteur

(1) *No adequate ground.* (Lettre du 14 septembre 1846).

(2) *Des Rapports de la France et de l'Angleterre à la fin de 1847*, par M. Michel Chevalier.